

# FOCAL - LE POINT

## Un rapport d'activités

Janvier 1999

---

### QUOI DE NEUF À FOCAL?

#### **Notre vision de l'avenir**

Voilà déjà un an que j'ai pris mes fonctions de directeur général de FOCAL, et j'en profite pour faire un petit retour en arrière sur l'automne 1998 qui m'apparaît comme une période stimulante de consolidation de l'équipe de FOCAL, de ses réseaux et de sa position pour l'avenir. Au cours de cette période, d'importants développements ont eu lieu en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que dans le rôle joué par le Canada dans l'hémisphère occidental. J'ai le plaisir de vous présenter ci-dessous les perspectives actuelles concernant FOCAL et ses programmes.

En tant que Nord-américains, nous ne pouvons plus limiter notre perspective hémisphérique essentiellement au sud, soit à l'Amérique latine et aux Caraïbes. De plus en plus, le Canada se définit comme une nation des Amériques, dont les intérêts et les priorités politiques convergent. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont de plus en plus intéressés à resserrer leurs liens économiques et politiques avec leurs voisins, notamment avec le Canada, ainsi qu'avec leurs partenaires mondiaux. Étant donné la participation croissante du Canada dans les Amériques - l'une des régions les plus dynamiques au monde aux plans politique, économique et culturel - FOCAL s'apprête à contribuer de façon significative à ces nouveaux engagements bilatéraux.

Les deux prochaines années vont marquer une nouvelle phase de l'identité politique du Canada en tant qu'acteur dans les relations inter-américaines. En effet, le Canada sera l'hôte de cinq grands événements hémisphériques : les Jeux panaméricains; le Sommet annuel des premières dames des Amériques; la réunion annuelle des ministres du commerce des Amériques avec le Forum d'affaires des Amériques; la 30e Assemblée générale de l'Organisation des États américains; et le Troisième sommet des chefs d'État des Amériques.

Pour emboîter le pas à ces événements et accompagner l'évolution du rôle du Canada, le conseil d'administration de FOCAL et son personnel ont convenu à l'automne 1998 d'ajuster en conséquence l'éventail des priorités politiques et des programmes de FOCAL. Nous voyons essentiellement notre rôle à l'avenir comme celui d'un centre d'orientation de politiques dont le but sera de favoriser une meilleure compréhension des grands dossiers hémisphériques en vue de construire une communauté des Amériques plus solide. Les années à venir vont offrir une occasion unique de relever le profil de FOCAL, d'augmenter ses ressources et son influence grâce à un choix d'initiatives bien ciblées.

Aidés par des experts, nous analyserons à l'intention de la communauté politique canadienne les grandes questions qui touchent les Amériques. Notre équipe d'analystes de politiques étudiera les dossiers intéressants nos programmes dans les quatre domaines suivants :

- Relations inter-américaines
- Gouvernance et sécurité humaine
- Politiques sociales
- Intégration économique

Nous inviterons des décideurs, des leaders d'opinion et des experts à participer à des dialogues et à des débats sur les orientations politiques. Grâce à nos publications et à nos programmes de liaison, nous tiendrons informer les décideurs des secteurs public et privé, ainsi que les universitaires, les médias canadiens et les groupes d'intérêt particulier que nous inviterons tous à réagir. Nous n'oublierons pas non plus les différentes régions du Canada et, dans ce sens, nous essayerons de trouver de nouveaux moyens de faire appel à des experts des Amériques partout au Canada.

### **L'automne dernier en bref**

Le conseil d'administration a accueilli dans ses rangs John Graham de la International Foundation for Elections Systems et Trevor Bartram de Emerging Markets. En repensant à son orientation l'automne dernier, FOCAL a recruté du personnel. Pour améliorer son accès à la communauté, la nouvelle responsable des communications de FOCAL, Lucie Lafrance, sera chargée des médias et des activités de liaison. Martin Roy et Florencia Jubany se sont joints à l'équipe des analystes de politiques. Stacey Wilson-Forsberg, qui a récemment terminé un stage de FOCAL auprès de l'Organisation des États américains, a été recrutée par FOCAL comme analyste adjointe de politiques. James Buchanan et Stéphane Roberge, tous deux étudiants à la Norman Paterson School of International Affairs de l'université Carleton, seront nos stagiaires pour le printemps prochain. Je vous invite à jeter un coup d'oeil à la liste du personnel ci-incluse.

Comme vous pourrez le lire dans ce bulletin, FOCAL a organisé deux conférences importantes l'automne dernier, en plus d'une série de réunions plus petites qui ont permis de discuter et de débattre de questions spécifiques comme la Zone de libre échange des Amériques, le conflit dans l'État du Chiapas au Mexique, l'insécurité grandissante du public et l'augmentation de la criminalité dans les Amériques; ainsi que la participation de la société civile à la prise de décisions multilatérales. Ces activités ont attiré un vaste auditoire de personnes intéressées en provenance de tout l'hémisphère. FOCAL a également renforcé ses partenariats avec bon nombre d'organismes privés et publics du Canada ainsi qu'avec des centres d'orientation de politiques dans les Amériques. Nous avons continué d'élargir le soutien accordé à notre mission en diversifiant nos sources de financement et en faisant participer les nouveaux organismes partenaires à notre travail.

Nous tenons à remercier l'Agence canadienne de développement international, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère et le Centre de recherches pour le développement international pour leur soutien financier à nos activités au cours de l'automne. Nous remercions également toutes les personnes et les organismes qui nous ont aidés pendant cette période occupée.

Notre programme pour 1999 est en train de se remplir rapidement, et vous trouverez une brève description des activités et des publications à venir un peu plus loin dans ce bulletin. J'espère que vous aurez plaisir à prendre connaissance de ce rapport et que vous pourrez participer à nos

travaux à l'avenir.

*Denis Leclerc, Directeur général*

## **Réformes de l'éducation dans les Amériques**

La conférence organisée par la Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL) à Toronto du 19 au 21 novembre 1998 avait pour thèmes les réformes de l'éducation dans les Amériques et la contribution du Canada.

Parmi les 150 participants, on notait la présence de représentants des ministères de l'Éducation des provinces canadiennes, du Chili et de l'Argentine, de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement, de l'Agence canadienne de développement international et d'autres organismes fédéraux, des syndicats d'enseignants, des professeurs et des étudiants de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, d'un groupe important de directeurs d'écoles du Chili, et de spécialistes de l'éducation de plusieurs régions des Amériques.

Cette conférence s'était fixée comme objectifs de discuter et de débattre pour en savoir plus des réformes de l'éducation prévues et mises en oeuvre dans les Amériques, ainsi que de l'application au Canada du Plan d'action pour l'éducation adopté par 34 chefs d'État au Sommet des Amériques tenu à Santiago en avril 1998. C'était la première fois depuis le Sommet que des représentants de différents organismes hémisphériques se rencontraient au Canada pour discuter des réformes de l'éducation.

Parmi les principales questions soulevées lors de la réunion, citons les problèmes de qualité de l'éducation, le manque d'argent, la répartition inéquitable des ressources et les conditions de travail difficiles. José Octavio Bordón, professeur invité au *Inter-American Dialogue* et principal conférencier, a abordé les aspects politiques des réformes de l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il a insisté sur le besoin d'investir dans l'éducation ainsi que sur la nécessité d'un leadership politique pour relever ce défi de développement dans la région.

Des spécialistes de l'éducation du Chili et de l'Argentine ont pour leur part parlé des réformes de fond engagées dans leurs pays respectifs par le biais de la décentralisation, de la privatisation, de l'allongement de la journée scolaire et du recours aux procédures d'évaluation. Ont été également abordés d'autres sujets comme l'éducation des populations autochtones, les réformes au Canada, le rôle de la société civile et des principales banques multilatérales dans la promotion et la mise en oeuvre des réformes, et un programme multilatéral de réforme de l'éducation mené par l'*Inter-American Dialogue* à Washington. Les participants ont examiné l'ébauche d'un cadre de programmes de coopération internationale en matière d'éducation mis au point pour l'Agence canadienne de développement international.

Pendant toute la conférence, on a insisté sur le besoin de respecter les réalités locales et de faire participer les enseignants et la communauté à la mise en oeuvre des réformes. Les participants ont déclaré que la coopération en éducation entre le Canada et les autres pays devait reposer sur l'échange de connaissances et d'informations plutôt que sur l'exportation de solutions

canadiennes ne s'appliquant pas nécessairement à l'étranger. Tous ont reconnu aussi le besoin d'une tribune interaméricaine pour échanger idées et expériences dans le domaine des réformes de l'éducation après les engagements pris à Santiago.

La conférence était parrainée par l'Agence canadienne de développement international et par le Programme d'évaluation des réformes des politiques sociales du Centre de recherches pour le développement international. Le *Hispanic Development Council* de Toronto a co-parrainé la réception et l'allocution d'ouverture le 19 novembre. Le conseil est l'organisme de tutelle des agences qui fournissent des services à la communauté hispanophone du Grand Toronto. Le rapport de la conférence sera disponible en 1999.

### **¿Una Gran Familia? : l'intégration hémisphérique après le Sommet de Santiago**

Au Sommet des Amériques à Santiago au Chili en avril 1998, le Canada et 33 autres pays de l'Hémisphère occidental ont convenu de négocier une Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) d'ici 2005. Étant donné que ce sera le Canada qui présidera les négociations de la ZLÉA en 1999, une conférence a été conjointement organisée les 1er et 2 octobre 1998 pour entamer la discussion sur les perspectives d'intégration économique au sein de l'hémisphère. Cette conférence a été co-parrainée par FOCAL, par la *Norman Paterson School of International Affairs* de l'université Carleton et par l'ambassade du Chili au Canada.

Des représentants des pays d'Amérique du Sud et du Nord ont discuté du degré d'engagement de leurs pays respectifs par rapport à la ZLÉA, de ce que chacun a à perdre ou à gagner, et des difficultés pour faire progresser les négociations, notamment sur les questions relatives aux tarifs et aux investissements, à la main d'oeuvre et à l'environnement. Ils se sont également interrogés sur une question toujours en suspens, à savoir s'il est préférable de mener les négociations commerciales au niveau régional ou mondial. La perspective européenne a été donnée par Wolf Grabendoff de l'*Institute for European Latin American Relations*.

Le principal conférencier, Thomas d'Aquino, président et chef de la direction du Conseil canadien des chefs d'entreprises (CCCE), a exprimé la perspective des entrepreneurs canadiens sur la ZLÉA. Selon M. d'Aquino, ces entrepreneurs veulent voir aboutir les négociations de la ZLÉA car ils sont convaincus qu'il en découlera des résultats positifs pour tous. Il a cependant souligné que l'intégration économique doit aller de pair avec d'autres priorités d'intégration hémisphérique comme l'élimination de la pauvreté et de la discrimination, la promotion et le renforcement de la démocratie, le respect des droits de la personne, et l'amélioration de la qualité de l'éducation pour toutes les populations dans l'hémisphère.

Plusieurs participants ont mentionné qu'ils doutaient de l'engagement des deux principaux acteurs envers la ZLÉA: le Brésil et les États-Unis. L'administration Clinton n'est pas parvenue à obtenir du Congrès américain la permission de procéder de façon accélérée pour ces négociations. Quant au Brésil, il semble trop occupé à renforcer ses liens avec le Mercosur et l'Union européenne, et avec la crise financière mondiale pour jouer un rôle plus actif dans les négociations de la ZLÉA.

En l'absence d'un engagement à long terme du Brésil et des États-Unis en faveur de l'intégration économique hémisphérique, avec pour corollaire le manque d'attention aux questions commerciales, d'autres pays comme le Chili et le Canada ont décidé de reprendre le flambeau en se chargeant de l'élaboration de la politique commerciale pour l'hémisphère. Il y a également d'autres questions concernant l'hémisphère qui sont passées au premier plan comme la coopération multilatérale en matière d'éducation et la lutte contre le trafic des drogues. Les participants à la conférence ont observé que les négociations relatives à la ZLÉA aideraient les pays aux économies moins importantes à se préparer aux prochaines négociations du millénaire menées par l'Organisation mondiale du Commerce.

La conférence a été parrainée par le Centre de recherches pour le développement international, par le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère, par l'Agence canadienne de développement international et par l'ambassade du Chili au Canada. Le rapport de la conférence sera disponible en 1999.

### **Le Canada et la ZLÉA: réflexion sur les stratégies**

Une table ronde intitulée Le Canada et la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA): réflexion sur les stratégies a eu lieu le 11 décembre 1998 à Québec. Cette rencontre, organisée conjointement par l'Institut québécois des hautes études internationales à l'Université Laval et FOCAL, visait à recueillir les points de vue et les opinions d'universitaires et de praticiens sur la participation du Canada dans le processus de négociation de la ZLÉA.

Cette table ronde, financée par le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère, se voulait un complément aux consultations publiques plus larges entreprises au Canada depuis un an. Elle portait néanmoins sur un éventail de questions plus ciblées qui ont largement été ignorées dans le débat public sur la question. Parmi celles-ci se retrouvaient: la portée de la ZLÉA envisagée par le Canada; ses conséquences sur le positionnement stratégique du pays dans la région; et son caractère réaliste compte tenu du contexte de crise financière auquel plusieurs pays latino-américains sont confrontés à l'heure actuelle.

Les points de vue exprimés à cette table ronde permettront à l'équipe du projet d'élaborer un document qui fera le bilan des actions du Canada dans le dossier du libre-échange hémisphérique, ainsi que d'identifier les options de politiques s'offrant au gouvernement canadien dans le processus de coopération en cours. Un document synthèse sera produit pour février 1999.

### **Réunion d'information sur le Sommet des Amériques**

Le 15 octobre 1998, à la demande du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, FOCAL a organisé une réunion entre des représentants du gouvernement canadien d'une part, et de la société civile canadienne d'autre part. Cette réunion avait pour but d'échanger des informations et des points de vue avant la prochaine réunion du Groupe de suivi du Sommet (GSS). Le Groupe, qui comprend des représentants des gouvernements de 34 pays de

l'Hémisphère occidental, devait examiner les progrès réalisés dans quatre domaines du Plan d'action du Sommet des Amériques adopté en avril 1998: l'éducation, la santé, la main d'oeuvre et la participation démocratique de la société civile.

A cette réunion d'information, Peter Boehm, ambassadeur du Canada et représentant permanent auprès de l'Organisation des États américains (OEA), a informé les participants de la création d'une troïka composée des États-Unis, du Canada et du Chili pour coordonner les réunions du GSS. M. Boehm, qui est le coordinateur national du Sommet, a aussi évoqué la mise sur pied d'un bureau de l'OEA chargé du suivi du Sommet qui fournira des renseignements sur la mise en application des engagements pris à Santiago. Il a indiqué que le Canada a appelé à plus d'ouverture et de transparence dans la mise en oeuvre des engagements hémisphériques. Les représentants du Canada à la réunion de FOCAL ont fait remarquer que les initiatives hémisphériques connaissaient des développements inégaux, selon les engagements pris par chaque pays au titre des différents points prévus dans le Plan d'action du Sommet de Santiago. C'est tout particulièrement vrai pour l'initiative hémisphérique concernant la participation démocratique de la société civile. Les représentants du Canada ont déclaré qu'ils étaient ouverts à toute suggestion de modèles de consultations de la société civile. Les participants ont indiqué que le Canada avait élaboré plusieurs bons modèles de coopération entre le gouvernement et la société civile, surtout dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Une autre réunion du GSS est prévue pour le début de 1999.

### **Discussion avec Alberto Fujimori, président du Pérou**

Le 28 octobre 1998, FOCAL a organisé une séance de questions-réponses entre le président du Pérou, monsieur Alberto Fujimori, et des représentants du gouvernement et des ONG du Canada, notamment des églises, des syndicats, des universités, et des organisations de défense des droits de la personne et du développement international. Cette rencontre était présidée par Catherine Conaghan, professeur de sciences politiques et directrice adjointe du *Centre for the Study of Democracy* de l'université Queen's à Kingston, au Canada.

Cette rencontre, qui a eu lieu à Ottawa, a été l'occasion d'un échange de points de vues entre le président du Pérou et les participants au sujet de toute une gamme de questions comme les droits de la personne, le terrorisme, les institutions politiques et judiciaires du Pérou, et la signature récente d'un accord entre le Pérou et l'Équateur en vue de régler un différend frontalier existant depuis longtemps. Bon nombre de participants des organismes non gouvernementaux du Canada en ont profité pour mentionner au président leurs inquiétudes face à la question des droits de la personne au Pérou et à la tournure de plus en plus autoritaire du gouvernement depuis son élection en 1990. Monsieur Fujimori a reconnu qu'il avait fait certaines erreurs. Il a déclaré que bon nombre des mesures qu'il avait prises s'étaient avérées nécessaires pour sortir du chaos dans lequel les insurgés et les trafiquants de stupéfiants avaient plongé le Pérou. Il a fait remarquer que grâce en grande partie aux mesures ayant permis de réprimer ces groupes, le Pérou était maintenant considéré comme beaucoup plus stable que par le passé, et que son économie avait connu une croissance importante pendant la majorité des années 1990.

## **La situation au Chiapas**

Le 11 septembre dernier, FOCAL a organisé un séminaire consacré à la situation actuelle dans l'état du Chiapas, au Mexique. Les participants ont été informés des causes du conflit entre le gouvernement mexicain et les Zapatistes, le plus important des groupes à réclamer des réformes politiques dans l'état du Chiapas, ainsi que des mesures envisagées pour rétablir une paix durable.

Environ soixante participants venant des universités, du gouvernement, de la société civile et du secteur privé ont pris part à ce séminaire. Au cours d'un débat qui a duré deux heures, six conférenciers connus et concernés de près par la situation au Chiapas depuis 1984 ont pris la parole. Il s'agissait de Hector Romero et Armando Vivanco de l'ambassade du Mexique au Canada qui ont expliqué la position de leur gouvernement sur la situation ainsi que les mesures prises pour trouver une issue au conflit; de Joe Gunn appartenant au Comité inter-églises pour les droits de la personne en Amérique latine qui a parlé des pressions exercées par un groupe canadien appelé *The Mexico Working Group*; de Rafael Reygadas de l'Alliance civique du Mexique qui a évoqué les négociations en cours entre les Zapatistes et le gouvernement mexicain; des représentants du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international qui ont présenté la réponse du Canada à la situation au Chiapas.

Ce séminaire a donné aux fonctionnaires mexicains et au représentant de la société civile du Mexique une occasion unique de traiter de cet important dossier. Cet événement a été parrainé par l'Agence canadienne de développement international.

## **La privatisation de la sécurité en Amérique latine**

Le 9 octobre dernier, FOCAL a organisé un séminaire consacré à une question de plus en plus problématique en Amérique latine et dans les Caraïbes, à savoir le recours croissant aux forces de sécurité privées en réponse à une insécurité grandissante du public dans les Amériques. Cette insécurité découle de l'augmentation de la criminalité urbaine violente, de la corruption croissante des forces de police et du système judiciaire, et de la criminalité associée au trafic de stupéfiants toujours d'actualité dans les quartiers et les villes.

Le séminaire a débuté par un exposé de monsieur Hal Klepak du Collège militaire royal du Canada et membre associé de FOCAL. Monsieur Klepak a fait remarquer que toute analyse de la montée des forces de sécurité privées poserait plus de questions qu'elle n'apporterait de réponses comme :

- Quelles sont les conséquences à long terme de l'abdication par l'État de ses responsabilités en matière de sécurité de ses citoyens?
- Qu'est-ce que cela veut dire quand les riches peuvent assurer leur sécurité alors que les pauvres ne le peuvent pas?
- Les États ont-ils le monopole du recours à la force?

- Quelles sont les conséquences lorsque des citoyens mal formés au maniement des armes peuvent y avoir accès pour s'en servir contre leurs compatriotes?
- Comment contrôler le trafic des armes lorsque les pouvoirs publics comme la police ne disposent pas d'un bon système d'enregistrement des armes?
- Existe-t-il un rapport entre la montée des forces de sécurité privées et celle des forces paramilitaires? Quelles sont les répercussions d'un tel phénomène sur les forces armées régulières de l'État?
- Quel rapport existe-t-il entre ce phénomène et la criminalité associée au trafic de stupéfiants dans la région?

Monsieur Klepak a indiqué qu'il fallait se pencher davantage sur ces questions car elles peuvent avoir des répercussions directes sur l'engagement du Canada envers les Amériques. Le Canada n'a cessé de rappeler le besoin de faire partie d'un hémisphère démocratique, prospère et vivant en paix. La privatisation des forces de sécurité a des retombées directes sur ces valeurs, et constitue dans les faits une menace à la gouvernance de l'hémisphère. C'est une question qui touche également les entreprises étrangères implantées dans la région qui souvent ont recours à des forces de sécurité privées.

Les autres membres du panel, qui venaient d'Argentine, du Mexique, du Honduras, du Canada et des États-Unis, ont présenté leurs points de vue sur les réformes de la police, le renforcement institutionnel des systèmes judiciaires et de l'enregistrement des armes. Ils ont souligné l'importance de continuer à prendre des moyens d'action collectifs contre le crime et la violence dans les Amériques comme l'adoption par l'OEA de la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illécites des armes à feu, munitions, explosifs et autres matériels connexes.

Ce séminaire, qui a regroupé 50 participants, a été parrainé par l'Agence canadienne de développement international et le Centre de recherches pour le développement international.

### **Un nouveau président et une nouvelle direction pour le Venezuela**

En prélude à d'importants développements politiques dans la région, FOCAL a lancé en décembre dernier une étude sur les élections présidentielles au Venezuela. Le pays est en effet sur le point d'entamer une révision constitutionnelle jugée nécessaire par la plupart des Vénézuéliens pour surmonter des obstacles historiques au développement comme la corruption généralisée et un système judiciaire sans crédibilité. Étant donné les changements radicaux proposés par le nouveau président élu, Hugo Chavez, on peut dire que le Venezuela s'aventure en terrain inconnu, après quarante ans de gouvernance par ses deux partis traditionnels dont les politiques publiques ont déçu la majorité de l'électorat. La nette majorité remportée par Hugo Chavez, qui a mené une campagne populiste et dont certains craignent les tendances autoritaires, montre que les Vénézuéliens ne peuvent plus se contenter du statu quo. Toutefois, ils ont également imposé des contre-pouvoirs au président élu qui est minoritaire au nouveau Congrès

et qui ne bénéficie pas du soutien de la majorité des gouverneurs d'état du pays.

Dans le cadre de son étude, FOCAL a suivi les élections régionales et présidentielles qui ont eu lieu cet automne au Venezuela. Le Canada a une présence commerciale importante dans ce pays, qui arrive en troisième place après le Mexique et le Brésil, en plus des investissements effectués dans le secteur des ressources naturelles (pétrole notamment). À la veille des élections présidentielles, FOCAL a fait paraître un article documentaire pour encourager une plus grande couverture de l'événement par les médias canadiens. Cet article présentait une évaluation des répercussions politiques, économiques et sociales de la victoire potentielle de Chavez, en insistant plus particulièrement sur la stabilité économique et politique dans la région.

FOCAL continuera de suivre l'évolution de la situation au Venezuela, notamment les déclarations du nouveau président sur les orientations de sa politique économique et de sa politique étrangère. Avec le concours financier de l'Agence canadienne de développement international, FOCAL va convoquer début 1999 une réunion d'observateurs et de commentateurs avertis des questions vénézuéliennes. Les participants analyseront l'importance du scrutin de décembre dernier et son impact sur les relations du Venezuela avec le reste de l'hémisphère, notamment avec le Canada et les États-Unis. Une attention particulière sera prêtée aux perspectives de développement économique et social au Venezuela, où quatre personnes sur cinq vivent en dessous du seuil de la pauvreté, et où le développement économique rural est reconnu comme de première urgence. À la suite de cette réunion, FOCAL fera paraître un document d'orientation sur les perspectives des nouvelles politiques économique et étrangère du Venezuela et sur les nouveaux acteurs de la scène politique. Le document proposera des options relatives aux nouvelles priorités dans les relations bilatérales entre le Canada et le Venezuela.

### **Perfectionnement professionnel**

FOCAL propose quelques programmes stratégiques de perfectionnement professionnel conçus pour permettre aux médias et aux jeunes du Canada d'approfondir leurs connaissances des questions hémisphériques.

#### **Bourses aux médias**

Lancé en 1994, le programme de bourses aux médias de FOCAL permet aux journalistes, aux rédacteurs et aux producteurs d'effectuer un programme de recherches indépendantes d'une durée de deux mois dans un pays d'Amérique latine ou des Caraïbes de leur choix. Le programme est financé par l'Agence canadienne de développement international. En 1998, FOCAL a décerné cinq bourses à des journalistes canadiens:

- Deborah Bach, journaliste au *Coquitlam Now* de Langley, en Colombie-Britannique, fera enquête sur les répercussions socio-économiques des investissements miniers du Canada en Bolivie;
- Declan Hill, producteur associé au réseau de CBC à Toronto, fera enquête sur le grand nombre de conversions au protestantisme dans les régions rurales de Bolivie;

- Pierre Lacerte, journaliste à *L'Actualité*, étudiera comment les petites et moyennes entreprises brésiliennes vivent la crise financière mondiale et la façon dont elles espèrent y survivre;
- Emmanuel Marchand, producteur régional au réseau Newsworld de CBC à Montréal, se rendra au Venezuela en janvier 1999 pour étudier les effets de la privatisation foncière dans ce pays, et plus particulièrement sur la réserve forestière d'Itacama;
- Richard Massicotte, journaliste au réseau de Radio-Canada à Montréal, ira étudier l'évolution du système judiciaire au Chili depuis le passage à la démocratie.

### **Stages de MBA**

Dans le cadre de projets intéressants les entreprises canadiennes comme par exemple des études de marché, le programme de stages de MBA permet à des étudiants canadiens de maîtrise en administration des affaires d'acquérir une bonne expérience de travail et de se familiariser avec les cultures de la région. FOCAL tient à remercier le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ainsi que TransCanada Pipelines pour leurs contributions en 1998. Cinq étudiants ont été envoyés en poste pendant l'automne 1998 dans les services commerciaux des missions canadiennes en Amérique latine et dans les Caraïbes:

- Alicja Bendkowska (l'université Concordia), affectée à l'ambassade canadienne à Lima au Pérou;
- Daniel Eldridge (l'université de Guelph), affecté à l'ambassade canadienne à Bogota en Colombie;
- Amber Houssian (l'université de Calgary), affectée à l'ambassade du Canada à Mexico au Mexique;
- Amanda Martinez (de la Schulich School of Business de l'université York), affectée au consulat canadien à Guadalajara au Mexique;
- Nicole Scott (de la Schulich School of Business de l'université York), affectée à l'ambassade canadienne à Buenos Aires en Argentine.

### **Stages à l'OEA**

Ce programme de stages a permis à cinq jeunes canadiens de travailler de septembre à décembre 1998 à Washington, au Conseil inter-américain de coopération technique et de développement intégral de l'Organisation des États américains (OEA). Le programme, administré conjointement par FOCAL et par l'OEA, est financé par l'Agence canadienne de développement international. Ce programme permet à aux étudiants d'acquérir une bonne expérience de travail au sein d'un organisme international et de débiter la construction d'un réseau de contacts personnels susceptibles de les aider à plus ou moins long terme dans leurs carrières.

## **Activités régionales**

Grâce à ses trois bureaux régionaux, FOCAL est en mesure de communiquer plus facilement avec les groupes que ses activités intéressent, et de les inviter à collaborer, en plus de pouvoir ainsi mieux diffuser l'information.

Parmi les activités récentes menées dans les bureaux régionaux, FOCAL-Atlantique a organisé une table ronde sur le commerce électronique pour la région des Caraïbes et a reçu une délégation cubaine en visite dans la région. FOCAL-Québec a co-organisé une table ronde sur la démocratie en Amérique latine et a conçu un site Web avec des hyperliens vers des sites latino-américains. FOCAL-Ouest a organisé des déjeuners-débats sur des sujets allant des droits de la personne en Colombie aux répercussions de la crise financière asiatique sur l'Amérique latine.

## **Publications**

### **Nouvelle publication**

*Confidence Building Sidestepped: The Peru-Ecuador Conflict of 1995*

Ce nouvel ouvrage de 165 pages écrit par Hal Klepak permet aux lecteurs de mieux comprendre le processus visant à créer un climat de confiance et explore son application dans le règlement du conflit entre le Pérou et l'Équateur en 1995. (En anglais seulement) 20\$

**À paraître:** Cahier de FOCAL sur les Relations Canado-mexicaines

### **Rapports de conférence à paraître sur:**

Cuba aujourd'hui et les questions qui se posent pour la politique canadienne

Gouvernance dans les pays andins

¿Una Gran Familia?: l'intégration hémisphérique après le Sommet de Santiago

Les réformes de l'éducation dans les Amériques

## **Bientôt au programme**

FOCAL travaillera à ses priorités politiques à l'occasion des activités suivantes prévues pour le printemps 1999:

- une réunion sur l'orientation future de l'Amérique centrale à Washington, organisée par l'Inter-American Dialogue, en coopération avec FOCAL;
- une réunion d'experts sur l'avenir des relations Canada-Vénézuela;
- une table ronde sur les relations Brésil-Canada;
- la réunion annuelle des ambassadeurs du Canada dans la région à Calgary, en collaboration avec FOCAL-ouest;

- une réunion d'experts au Costa-Rica sur les rapports entre les stupéfiants et la sécurité humaine dans les Amériques.

L'Association canadienne des études latino-américaines et caraïbes (CALACS) tiendra une **Conférence sur l'Amérique latine et les Caraïbes au prochain millénaire: équité, démocratie et durabilité**, du 1er au 3 octobre 1999 à Ottawa.

Cette conférence est organisée en collaboration avec FOCAL et l'université Carleton (School of International Affairs, Economics Department, Carleton International). Les participants analyseront l'évolution du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes au cours des années 1990 et évalueront les principaux problèmes, politiques et perspectives pour la région à l'aube du prochain millénaire.